

# La décroissance promue par une grande école

**« Non, un véhicule, même électrique, n'est jamais « propre ». Non, un téléphone portable n'est pas « écologique » même si sa coque est en fibre de bambou ! Et qui peut croire qu'une « éco-taxe » de quelques euros sur les produits électroniques compensent les dégâts environnementaux de leur fabrication ? »** Alerte : ces propos ne sont pas rapportés de quelques discours d'extrémistes objecteurs de croissance ; ils sont tirés d'un rapport scientifique on ne peut plus sérieux intitulé *Quel futur pour les métaux ?*(\*)

Cet ouvrage paru cet automne nous vient tout droit d'un temple français du productivisme : l'École Centrale. L'école supérieure a form(at)é des générations de grosses têtes qui ont bâti l'outil industriel français. Les auteurs, Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon, y démontent la propagande martelée par les médias : la technologie nous permettra de transférer la croissance vers une croissance « dématérialisée », recyclage permet de transformer indéfiniment les objets sans conséquences environnementales ou encore, comme écrivait très sérieusement dans *Le Monde* le professeur au Collège de France Yves Coppens que « *l'avenir est superbe. La génération qui arrive à apprendre à peigner sa carte génétique, accroître l'efficacité de son système nerveux, faire les enfants de ses rêves, maîtriser la tectonique des plaques, programmer les climats, se promener dans les étoiles et coloniser les planètes qui lui plairont. Elle va apprendre à bouger la terre pour la mettre en orbite autour d'un plus jeune soleil.* ». Or, tous les minerais nécessaires à une pseudo « croissance verte » et au « développement durable » sont en voie de raréfaction rapide. La conclusion des auteurs venait va décevoir Yves Coppens: « *C'est donc sur le terrain du juste besoin est, par-delà, de la morale que devront se situer les progrès* ». Comme nous partageons cette vision-là du progrès, nous sommes allés en interroger les auteurs.

**La Décroissance : Les thèses de Claude Allègre sont souvent bien mieux accueillies que celle des objecteurs de croissance chez les Centraliens. Or, dans votre ouvrage, Marc Ventre, le président de l'association des centraliens, estime à propos du métier d'ingénieur que « son schéma de pensée. (..) convient tout à fait au chalet de notre monde va affronter ». Ne sommes-nous pas au contraire malade de ce fonctionnement ? L'École Centrale ne développe-t-elle pas par nature l'idéologie scientiste ? Confier le pouvoir aux ingénieurs, n'est-ce pas vouloir soigner avec le poison ? N'avons-nous finalement pas davantage besoin de poète de philosophe ?**

Il n'y a sans doute en plus de « négationniste climatisme » chez les Centraliens qu'ailleurs. Mais avec notre ouvrage qui dénonce, du point de vue strictement technique, les fondements de la croissance verte, nous avons quand même l'impression de jeter un pavé dans une main bien consensuelle. Les conclusions de l'étude n'engagent d'ailleurs que nous-mêmes, pas l'ensemble des Centraliens. Mais nous sommes sereins car celle-ci est documentée et factuelle, donc difficilement contestable.

On ne peut nier que la baisse de la concentration ou la profondeur des mines fait grimper la dépense énergétique pour exploiter les minerais, et que nous entrons donc dans un cercle vicieux, puisque l'énergie elle-même moins accessible réclame plus de métaux. Que les nouvelles technologies, y compris de certaines énergies renouvelables, provoquent un emballement des besoins en ressources plus rares. Que l'industrie automobile actuelle n'est qu'une gigantesque « machine entropique » à transformer des minerais concentrés et exploitables en ferraille indifférenciée inutilisable pour autre chose que les « ronds à béton » du bâtiment, bien loin d'une économie « circulaire ». Que le recyclage de certains oxydes métalliques et limités par la nature « dispersive » des usages comme dans les peintures, les encres ou les cosmétiques. Le gâchis de ressources actuelles, au détriment des générations futures en toute connaissance de cause, est intolérable.

Le pouvoir aux ingénieurs ? Peut-être pendant les 30 Glorieuses, à la tête de grandes sociétés nationalisées ! Mais ils semblent désormais plutôt subir, comme les autres et bon an mal an, le pouvoir des actionnaires, le diktat des marchés et la pression du *benchmark*. Les délocalisations, les achats de composants toujours plus nombreux encore en *low cost country* la « machinisation » à outrance (pensons à ce que sont devenus les bureaux de poste ou le métro parisien...), l'obsolescence programmée, rien de tout cela n'a en soi d'impératif technique. Au contraire, les techniciens étaient autrefois fiers de concevoir et de fabriquer des produits qui dureraient !

Certes, nous sommes bien persuadés nous aussi que nous avons besoin de plus de poètes, philosophes, de musiciens et d'acteurs de théâtre.

Mais si nous voulons et pouvons ensemble nous fixer des objectifs sociétaux différents de ceux d'aujourd'hui (par exemple éviter un effondrement où la barbarie), il faudra bien faire atterrir le vaisseau fou et pourquoi pas des ingénieurs un philosophe, si l'on sait réduire le temps de travail ?

**Vous citez le mathématicien Nicolas Georgescu-Roegen. Ce père de la décroissance affirmait que notre société est à la fois pas assez et trop matérialiste. Trop, car elle enferme l'humain dans une philosophie matérialiste étriquée; pas assez, car elle fait le déni des lois de la biophysique. Comment expliquer ce refoulement des lois élémentaires de la physique dans les écoles supérieures qui se veulent les meilleurs garantes de la raison ?**

Peut-être parce que la complexité de notre monde ne permet plus d'obtenir une version transverse. Chacun se spécialise, les logiques industrielles s'appuient sur des flux mondialisés, on assemble des modules livrés par des sous-traitants, les « externalités négatives » ne sont pas visibles dans le confort relatif du bureau d'études...

Quand on examine chacun des métaux qui pourraient manquer aux générations futures (disons à peu près tout ce sauf le fer, l'aluminium et le silicium), il existe toujours une autre substance qui peut le remplacer pour obtenir une même fonctionnalité précise... Ceci alimente la croyance — bien installée dans les milieux techniques, c'est vrai — qu'on trouvera toujours « quelque chose » si l'on vient à manquer : le fameux principe de substitutabilité cher aux économistes. À part quelques exceptions notables, comme le cuivre ou les platinoïdes, pas de gros problèmes en perspective si l'on vient à manquer d'un seul métal mais c'est une autre paire de manches quand se profile à la fois la raréfaction de l'énergie et celle de nombreuses matières premières, l'une et l'autre corrélée... Sans parler de l'érosion des terres arables ou de l'effondrement de la biodiversité !

Cet aspect systémique est difficile à appréhender, accepter, et sans doute encore plus à enseigner. Mais l'énormité de l'impasse de notre système devrait finir par ébranler les convictions et les certitudes les plus établies.

**Nicolas Georgescu-Roegen était un mathématicien et esprit scientifique comme vous. Il arrive à la conclusion que l'objectif est de « la joie de vivre » dans la simplicité. Rejoignez-vous cet illustre confrère ?**

Si cette simplicité permet d'offrir à nos enfants l'espace de vie débarrassée des nuisances de la voiture, la grande distribution et de la publicité, une alimentation saine et un environnement en bonne santé, une société conviviale et sereine aux inégalités sans cesse combattues... difficile de dire que nous ne nous rejoignons pas cet objectif !

Nous préférons apprendre à nous passer du superflu qu'envoyer nos descendants à la guerre. Il y a des centaines de mesures réglementaires, normatives, fiscales, qui pourraient inverser la tendance et nous faire réduire considérablement notre dépendance métallique, en touchant assez peu à votre confort. Ensuite, il faudra faire les bonnes remises en cause pour passer une société vraiment durable.

**Propos recueillis par Vincent Cheynet**

(\*) Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon, Quel futur pour les métaux ?, ÉD. EDP Sciences, 2010 (300 pages, 39 euros)